Association vaudoise des journalistes
impressum vaud

Communiqué de presse Lausanne, le 18 novembre 2026

impressum vaud regrette le rejet d'un mécanisme de soutien au journalisme d'intérêt public

Le Grand Conseil vaudois a rejeté, mardi 17 novembre, par 71 voix contre 62, la motion déposée par Romain Pilloud et ses cosignataires, au nom d'Alberto Mocchi. Elle proposait d'étudier la création d'un fonds indépendant destiné à financer des capacités journalistiques dans les domaines et les régions insuffisamment couverts, tout en garantissant la liberté éditoriale. impressum vaud remercie Romain Pilloud et les député·es qui ont porté cette démarche.

Le Conseil d'État propose une aide indirecte aux médias de 880'000 francs par an pour la période 2027–2031. Cette proposition doit encore être approuvée par le Grand Conseil. La motion posait une question complémentaire : comment financer le travail journalistique nécessaire à la population lorsque les recettes du marché ne suffisent plus ?

Au cours du débat, il a été avancé que le modèle économique des médias était peut-être devenu obsolète.

Selon Alberto Tikulin, président d'impressum vaud : « un modèle économique peut en effet devenir obsolète mais le besoin de comprendre les décisions politiques, de suivre l'actualité locale et de disposer d'informations vérifiées, lui, ne disparaît pas. La vraie question est de savoir comment le financer demain. »

Depuis plusieurs années, les restructurations se succèdent dans les rédactions romandes, notamment chez Tamedia et Ringier. GHI et Lausanne Cités ont annoncé qu'ils pourraient cesser de paraître en décembre si aucun repreneur n'est trouvé. La SSR prévoit elle aussi des licenciements dans le cadre de son plan d'économies. Ces annonces fragilisent l'information locale et régionale, ainsi que la capacité des rédactions à enquêter, à vérifier les faits et à rendre compte des réalités de proximité.

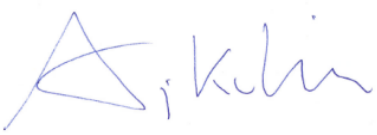
Pour Alberto Tikulin, « il ne s'agit pas de maintenir artificiellement des groupes ou leurs structures actuelles. Il s'agit de garantir que les informations essentielles à la population continuent d'être produites selon des critères transparents, avec une attribution indépendante et dans le respect de la liberté rédactionnelle. »

Créée cet automne, Media Alliance est une initiative nationale qui rassemble des journalistes et d'autres professionnel·les des médias, des représentant·es du personnel, des associations professionnelles ainsi que des personnes attachées à l'avenir de l'information. Elle s'est constituée en réaction aux vagues de licenciements et à leurs conséquences pour les rédactions, la couverture de l'actualité locale et le débat démocratique. Son objectif est aussi de sensibiliser l'opinion publique à l'urgence de la situation et à l'importance des médias pour la démocratie et le vivre-ensemble. C'est pourquoi elle se mobilise dans l'espace public : l'avenir des médias ne concerne pas seulement les éditeurs et les responsables politiques, mais l'ensemble de la société.

Media Alliance demande aux entreprises du secteur de réinvestir dans la qualité, les équipes et la relève. Elle souhaite que les autorités fédérales et cantonales renforcent l'information indépendante et le journalisme local et régional. Elle demande également que les grandes plateformes rémunèrent équitablement les contenus journalistiques qu'elles utilisent.

Pour porter ces revendications dans l'espace public, Media Alliance invite les professionnel·les des médias et la population à se rassembler samedi 21 novembre à 15 h, sur la Place fédérale à Berne, sous le slogan « Sauver le journalisme – défendre la démocratie ». Cette manifestation vise à alerter sur les conséquences des suppressions de postes et à défendre les conditions nécessaires à une information indépendante et diversifiée.

impressum vaud regrette une occasion manquée de faire avancer rapidement la réflexion sur des mesures de maintien du journalisme d'intérêt public, alors que celui-ci est plus menacé que jamais. Le rejet de la motion repousse à plusieurs mois au moins la possibilité de soumettre de nouvelles mesures au Grand Conseil. impressum vaud souhaite que les autorités et les acteurs de la branche poursuivent le débat sur des solutions durables pour financer le journalisme d'intérêt public, dans le respect de l'indépendance des rédactions et de la liberté éditoriale.



Alberto Tikulin
Président impressum vaud